

INFOS

Deutsch-Französische

Franco-Allemandes

NEWSLETTER

ISSUE # 9 - 11/2009

Sommaire

1 Informations Allemagne

Droit fiscal

- Fiscalité des entreprises : de bonnes nouvelles en perspective !

Droit du travail

- Résiliation implicite du contrat de travail par la conclusion du contrat de gérant ?

2 Informations Frankreich

Steuerrecht

- Mehrwertsteuerpaket: Französische Umsetzungsmaßnahmen zum 1.1.2010
- Steuergutschrift für Forschung und Entwicklung: Neue Verwaltungsanweisung

Kreditsicherungsrecht

- Insolvenzverfahren: Wirksamkeit von Sicherungsübereignungen

3 Informations supplémentaires / Weitere Informationen

Loi de modernisation comptable : mesures transitoires concernant le traitement au bilan des engagements de retraites / Übergangsvorschriften zur Bilanzierung von Pensionsrückstellungen

14.12.2009 Paris

Votre filiale allemande face à la crise financière
jean-paul.stevenard@mazars.fr

06.01.2010 Strasbourg

Loi de Finances 2010
patrick.glebocki@marccuspartners.com



SAVE THE DATE

Editorial...

La politique fiscale du nouveau gouvernement allemand marque Outre-Rhin l'actualité de cette fin d'année. Les discussions ont tout juste commencé, mais il apparaît probable que les groupes internationaux présents en Allemagne profiteront de mesures bienvenues d'assouplissement en matière de sous-capitalisation et de report déficitaire notamment. Nous présenterons dans un de nos prochains numéros les différentes mesures une fois qu'elles auront été adoptées.

Wie Deutschland führt Frankreich zum 1.1.2010 neue Umsatzsteuerregelungen ein. Außerdem stellen wir in dieser Ausgabe den Mechanismus der französischen Steuergutschrift für Forschung und Entwicklung dar, der zu den besten weltweit zählt. Schließlich möchten wir auf ein für die Immobilienpraxis wichtiges Urteil hinweisen, das die Praxis der Sicherheitsübereignung von Mietforderungen kräftigt.

Droit fiscal

Fiscalité des entreprises : de bonnes nouvelles en perspective !

Le nouveau gouvernement prévoit des réformes fiscales importantes dont les principales mesures concernent également les groupes français présents en Allemagne, notamment :

Le seuil de franchise pour la déductibilité des charges financières serait porté durablement d'un million à trois millions. En-deçà, les règles de sous-capitalisation ne s'appliquent pas en matière d'impôt sur les sociétés. Toutefois, la réintégration partielle de 25% de la charge financière dans la base d'imposition de la taxe professionnelle est maintenue. De ce fait, les sociétés françaises continuent le plus souvent à avoir en principe intérêt, sur le plan financier, à localiser en France plutôt qu'en Allemagne les charges d'intérêts pour leurs investissements allemands. Au sujet de cette réintégration partielle de 25%, le Bundesfinanzhof a émis récemment des doutes sur la conformité de ces dispositifs par rapport à la directive sur les intérêts et redevances en posant une question préjudicielle à la Cour de Jus-

tice des Communautés Européennes. Si la Cour admet la non-conformité, cela aura des conséquences financières très importantes pour les sociétés allemandes qui pourront en grand nombre demander des remboursements conséquents en matière de taxe professionnelle. Par ailleurs, l'EBITDA (critère de déductibilité des charges financières au regard de l'impôt sur les sociétés) généré à partir de 2007 et qui n'a pas été utilisé durant une année pourrait à l'avenir être reporté cinq ans en avant. Ceci permettrait d'augmenter la partie de charges financières déductibles.

Par ailleurs, les reports déficitaires d'une société devraient être maintenus en cas de restructuration interne des groupes, ou en cas de restructuration externe ayant pour but d'assainir la société, ou dans tous les cas à hauteur des réserves latentes existant dans la société.

Les droits de mutation d'immeubles seront également allégés en cas de restructurations de groupe.

Frank.lautenbach@mazars.de

Droit du travail

Résiliation implicite du contrat de travail par la conclusion du contrat de gérant ?

Dans un arrêt du 3 février 2009 la Cour fédérale du travail allemande a réitéré sa jurisprudence récente selon laquelle la conclusion d'un contrat de gérant avec un employé est présumée emporter la résiliation du contrat de travail antérieur de ce dernier, à défaut de clause inverse dans le contrat. Jusqu'à une réforme législative de 2000 exigeant la cessation du contrat de travail par écrit, la jurisprudence considérait que la conclusion du contrat de gérant impliquait tacitement la résiliation du contrat de travail antérieur. Suite à ladite réforme, cette

solution avait alors été fortement discutée en doctrine et en jurisprudence. S'il semble que la Cour se réoriente vers une nouvelle forme de présomption en estimant que le contrat de gérant même respecte, en étant passé par écrit, les exigences légales, il faut néanmoins rester prudent. Il est ainsi toujours préférable de fixer expressément par écrit dans le contrat de gérant le destin du contrat de travail. A défaut, l'ancien contrat de travail risque de subsister et de renaître à la fin du contrat de gérant.

michael.schley@marccuspartners.de

Für deutschsprachige Leser

Die neue Koalition beabsichtigt, Unternehmen im Rahmen einer neuen Steuerreform zu entlasten. Die wichtigsten Änderungen betreffen die Zinsschranke, den Verlustabzug und die Behandlung von Immobilien (gewerbsteuerliche Hinzurechnung und Grunderwerbsteuer). Außerdem hat der Bundesfinanzhof Zweifel daran geäußert, ob die gewerbsteuerliche Hinzurechnung von Darlehenszinsen mit der EU-Zins- und Lizenzrichtlinie vereinbar ist. Er hat diese Frage dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften zur Entscheidung vorgelegt.

Für deutschsprachige Leser

Nach der neueren Rechtsprechung liegt in dem Abschluss eines Geschäftsführervertrages im Zweifel die konkludente Aufhebung eines zuvor bestehenden Arbeitsverhältnisses. Sicherheitshalber sollte dennoch im Geschäftsführervertrag ausdrücklich geregelt werden, ob der bestehende Arbeitsvertrag beendet oder lediglich ruhend gestellt wird.

Steuerrecht

Mehrwertsteuerpaket: Französische Umsetzungsmaßnahmen zum 1.1.2010

Anfang 2008 haben sich die EU-Staaten auf eine grundlegende Änderung der EU-Mehrwertsterrichtlinie geeinigt. Am 1. Januar 2010 werden diese Änderungen auch in Frankreich in Kraft treten. Auf die Unternehmer kommen unter anderem folgende Änderungen zu. Das Empfängerortprinzip wird bei Leistungen an Unternehmer die neue Grundregel sein (allerdings wird es einige Ausnahmen geben, wie z.B. bei Grundstücksleistungen, Mietautos oder Restaurantbesuchen). Ab 2010

müssen außerdem an EU-Unternehmer erbrachte Dienstleistungen, die nach dem Empfängerortprinzip beim Empfänger der Umsatzsteuer unterliegen, in eine monatliche zusammenfassende Erklärung aufgenommen werden. Die Änderungen werden manches vereinfachen, jedoch auch zu neuen Abgrenzungsproblemen, Melde- und Nachweispflichten führen, auf die sich die Unternehmer rechtzeitig vorbereiten sollten.

patrick.glebocki@marccuspartners.com

Steuergutschrift für Forschung und Entwicklung: Neue Verwaltungsanweisung

Die Forschungs- und Entwicklungsausgaben werden in Frankreich steuerlich stark begünstigt. Sie sind einerseits von der Bemessungsgrundlage der Körperschaftsteuer abzugsfähig, andererseits können sie zu einer hohen Steuergutschrift führen (30% der Ausgaben bis 100 Millionen Euro, 5% für den überschüssigen Betrag). Unter bestimmten Bedingungen können F&E Tätigkeiten von einem Unternehmen an andere

Unternehmen oder Forschungsinstitute delegiert werden. Die Finanzverwaltung hat in einer Anweisung vom 21. Oktober 2009 über die Behandlung solcher Ausgaben Stellung genommen. Die französische Förderung von F&E Ausgaben zählt weltweit zu den Besten und ist auch für deutsche Unternehmen im Hinblick auf die Optimierung der Konzernsteuerquote interessant.

guillaume.rubechi@marccuspartners.com

Kreditsicherungsrecht

Insolvenzverfahren: Wirksamkeit von Sicherungsübereignungen

Das Handelsgericht Paris hat am 19. Oktober 2009 («Coeur Défense» Urteil) bestätigt, dass Mietforderungen, die dem Darlehensgeber zur Sicherung seiner Forderung als «Cession Dailly» abgetreten wurden, dem Darlehensgeber ab dem Zeitpunkt der Forderungsabtretung zustehen. Folglich wird die Forderungsabtretung durch die spätere Eröffnung eines «Safeguard»-

Verfahrens gegen den Darlehensnehmer nicht gefährdet. Die Zustellung der Forderungsabtretung an die Mieter dient lediglich deren Information. Dieses Urteil ist von der Praxis lange erwartet worden und wird Banken beruhigen, die sich zur Sicherung ihrer Immobilienforderungen massiv auf «Dailly» Forderungsabtretungen verlassen.

andreas.spitz@marccuspartners.com

Pour les lecteurs francophones

A compter du 1.1.2010 de nouvelles règles de territorialité en matière de TVA seront applicables dans l'UE et par conséquent en France. Ces règles instaurent notamment le principe d'imposition au lieu d'établissement du preneur et de nouvelles obligations déclaratives. Nous recommandons aux entreprises de s'y préparer rapidement.

Pour les lecteurs francophones

L'administration fiscale a précisé dans une instruction du 21 octobre 2009 les conditions de prise en compte dans le calcul du crédit d'impôt recherche de certaines dépenses externalisées.

Pour les lecteurs francophones

Le Tribunal de Commerce de Paris a confirmé dans un jugement du 19 octobre 2009 («Coeur Défense») que les créances de loyers faisant l'objet d'une cession Dailly en garantie d'une dette bancaire devenaient la propriété de la banque à la date du bordereau Dailly.

Loi de modernisation comptable : mesures transitoires concernant le traitement au bilan des engagements de retraites

Si une dotation complémentaire est rendue nécessaire suite aux modifications pour l'évaluation des provisions pour retraites en cours ou droits acquis, c'est à dire si les dotations constatées jusqu'à présent sont considérées comme sous-estimées, l'entreprise devra avoir provisionné jusqu'au 31.12.2024 au plus tard (et pour la 1ère fois en 2010) la totalité des engagements de retraite, par tranche annuelle d'au moins 1/15

de ce montant. En revanche, si les modifications pour l'évaluation des provisions pour retraites en cours ou droits acquis conduisent à une reprise de la provision (en cas de surestimation de la provision), l'entreprise peut ne pas procéder à la reprise de provision si le montant des provisions à réintégrer devrait faire l'objet d'un provisionnement d'ici au 31.12.2024. Le législateur veut ainsi éviter que des provisions ne soient réintégrées au cours de la première année consécutive à l'application de la réforme, pour ensuite faire

l'objet d'une nouvelle dotation. Cependant, cette faculté comprend aussi un risque non négligeable eu égard à la politique comptable de l'entreprise, car elle peut encore avoir une influence défavorable sur le résultat de la société bien des années après l'entrée en vigueur de la réforme comptable. Si l'entreprise n'utilise pas la faculté accordée par la loi, elle est tenue d'inscrire immédiatement ce montant en report à nouveau.

Jean-marc.fournier@mazars.de

Übergangsvorschriften zur Bilanzierung von Pensionsrückstellungen

Ist aufgrund der Änderung der Bewertung der Rückstellungen für laufende Pensionen oder Anwartschaften auf Pensionen eine Zuführung erforderlich, d.h. ist die bisherige Pensionsrückstellung nach der neuen Regelung unterdotiert, so müssen die Zuführungen in Jahresraten i. H. von mindestens 1/15 des gesamten Zuführungsbetrags in jedem Geschäftsjahr bis spätestens zum 31.12.2024 (erstmalig 2010) angesammelt werden. Erfordert die

Änderung der Rückstellungsbewertung hingegen eine Auflösung von Rückstellungen für laufende Pensionen oder Anwartschaften auf Pensionen (sog. überdotierte Rückstellungen), so kann die Auflösung unterbleiben, sofern der Auflösungsbetrag bis spätestens zum 31.12.2024 wieder zugeführt werden müsste. Hierdurch wird zwar vermieden, dass im Jahr der erstmaligen Anwendung der neuen Vorschrift zur Rückstellungsbewertung Rückstellungen aufgelöst werden, die dann in den folgenden Jahren wieder zugeführt werden.

Dies birgt aber auch ein erhebliches Potenzial an bilanzpolitischen Maßnahmen, wodurch das Jahresergebnis noch in Geschäftsjahren lange nach dem Übergang zum BilMoG nachhaltig negativ beeinflusst werden kann. Nimmt der Bilanzierende diese Möglichkeit nicht in Anspruch, müssen die aus der Auflösung resultierenden Beträge unmittelbar in die Gewinnrücklagen eingestellt werden.

Jean-marc.fournier@mazars.de

CONTACTS FRANCO-ALLEMANDS / IHRE KONTAKTE IM DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN BEREICH

Berlin

+49 30 200774-0

Audit: Pierre Zapp WP EC

pierre.zapp@mazars.de

Düsseldorf

+49 211 8399-0

Audit: Dr. Patrice de Folleville WP StB

patrice.de.folleville@mazars.de

Law: Dr. Michael Schley (German Law) RA

michael.schley@marccuspartners.de

Outsourcing: Carsten Schläwe StB

carsten.schlaewe@mazars.de

Frankfurt am Main

+49 69 96765-0

Audit: Jean-Marc Fournier WP EC

jean-marc.fournier@mazars.de

Tax: Dr. Stefan Lutz (German Tax) WP StB

stefan.lutz@mazars.de

Guillaume Rubechi (French Tax) Avocat RA

guillaume.rubechi@marccuspartners.com

Law: Gilles Dubois (German Law) Avocat RA

gilles.dubois@marccuspartners.com

München

+49 89 21636-0

Audit: Helge Schäfer WP StB

helge.schaefer@mazars.de

Lyon

+33 (0)4 26 84 52 52

Outsourcing / Tax: Isabelle Courbière EC

isabelle.courbiere@mazars.fr

Paris La Défense

+33 (0)1 49 97 60 00

Audit: Jean-Paul Stévenard EC

jean-paul.stevenard@mazars.fr

Paris

+33 (0)1 53 53 02 80

Tax: Jacques-Henry de Bourmont (French Tax)

Avocat RA

jh.debourmont@marccuspartners.com

Dr. Bernd Sagasser (German Tax) RA StB

bernd.sagasser@marccuspartners.com

Law: Yann François (French Law) Avocat

yann.francois@marccuspartners.com

Dr. Antje Luke (German Law) RA

antje.luke@marccuspartners.com

Strasbourg

+33 (0)3 88 24 25 85

Audit / Outsourcing: Jean Louis Koessler EC

jean-louis_koessler@mazars.fr

Law: Andreas Spitz (French Law) Avocat

andreas.spitz@marccuspartners.com

Tax: Patrick Glebocki (French Tax) Avocat

patrick.glebocki@marccuspartners.com

www.mazars.com

Rédacteur / Verfasser : Guillaume Rubechi

www.marccuspartners.com